



## Conseil de sécurité

### **Briefing : La situation au Moyen-Orient**

New York, le 25 septembre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl  
Représentante permanente de la Suisse

---

Merci, Madame la Présidente.

Nous remercions la France d'avoir demandé cette réunion d'urgence ainsi que le Secrétaire général pour son intervention détaillant les événements de ces derniers jours.

Comme le Secrétaire général vient de le dire, lundi a été la journée la plus meurtrière depuis la fin de la guerre civile au Liban. Plus de 560 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, ont été tuées. Depuis lors, la situation ne s'est pas améliorée. L'escalade régionale tant redoutée est en train de se dérouler devant nos yeux. A l'instar d'autres membres de ce Conseil, nous avons mis en garde contre ce risque et plaidé pour un appel fort et uni afin de prévenir cela. Nous avons la responsabilité de trouver les moyens pour éviter que la situation s'aggrave encore davantage.

Les frappes aériennes massives d'Israël sur une grande partie du Liban et les roquettes indiscriminées tirées par le Hezbollah sur Israël sont inacceptables et doivent cesser. Nous condamnons le fait que, selon les informations du Ministère de la santé libanais, ces frappes aient fait de nombreuses victimes civiles. Ce bilan tragique et les traumatismes causés à la population civile au Liban sont inadmissibles. Il en va de même pour les blessés, les dégâts et la peur constante que les tirs de roquettes génèrent parmi la population israélienne. Je présente nos condoléances très sincères à toutes les familles des victimes civiles de ce conflit.

A ces souffrances s'ajoute l'angoisse de dizaines de milliers d'habitants du sud du Liban et de la Békaa qui sont en train de fuir, ainsi que des personnes déplacées en Israël qui ne peuvent toujours pas rentrer chez elles.

Une chose est absolument claire : le dialogue et la désescalade sont les seuls moyens pour mettre fin à ce conflit. La dynamique actuelle risque de mener à une guerre générale que toutes les parties disent vouloir éviter. Nous soutenons donc tous les efforts pour arriver à une solution diplomatique.

Toutes les parties doivent s'engager en vue de la mise en œuvre intégrale de la résolution 1701 qui est reconnue par tous. Ce Conseil a réaffirmé son soutien à cette demande à l'unanimité il y a un mois. La

résolution dresse un chemin pour résoudre les causes sous-jacentes du conflit et permettre aux populations au Liban et en Israël de vivre en paix et en sécurité.

La Suisse appelle donc Israël et le Hezbollah à cesser immédiatement les hostilités.

Le droit international humanitaire doit être pleinement respecté par toutes les parties – notamment les principes de distinction, proportionnalité et précaution dans la conduite des hostilités, et ce en toutes circonstances. Prendre toutes les précautions possibles pour protéger les civils, y inclus le personnel humanitaire et médical est une obligation en vertu du droit international humanitaire conventionnel et coutumier. Nous rappelons aussi que les attaques contre les civils et l'infrastructure civile indispensable peuvent constituer des crimes de guerre. La redevabilité doit être assurée.

Nous sommes indignés par la mort de deux employés du Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies tués au Sud du Liban. Assurer la protection des travailleurs humanitaires, ancrée dans le droit international humanitaire et rappelé dans la résolution 2730 de ce Conseil, est central et un point que la Suisse a souligné lors d'une rencontre ministérielle cette semaine.

La sécurité du personnel de la FINUL est également centrale. Cette force, à laquelle la Suisse contribue par l'intermédiaire de l'ONUST, accomplit actuellement son travail dans un environnement extrêmement difficile. Nous saluons les efforts que la FINUL et l'UNSCOL continuent à livrer pour réduire les tensions et assurer la liaison entre les parties.

Nous devons faire en sorte que ce conflit, comme celui à Gaza – où nous ne cesserons pas d'insister sur un cessez-le-feu, ainsi que sur la libération des otages et un accès humanitaire rapide et sans entraves – prenne fin immédiatement. Ce Conseil doit contribuer à une solution diplomatique de toute urgence et s'exprimer d'une voix unie pour éviter un embrasement régional que tous veulent éviter et dont la population civile payerait le prix fort.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Thank you, Ms President.

We thank France for requesting this emergency meeting as well as the Secretary-General for his statement detailing the events of the last few days.

As the Secretary General just said, Monday was the deadliest day since the end of the civil war in Lebanon. More than 560 people, including some 50 children, were killed. Since then, the situation has not improved. The much-feared regional escalation is unfolding before our very eyes. Like other members of this Council, we warned of this risk and pleaded for a strong, united call to prevent it. It is our responsibility to find ways of preventing the situation from worsening still further.

Israel's massive air strikes on large parts of Lebanon and the indiscriminate rockets fired by Hezbollah on Israel are unacceptable and must stop. We condemn the fact that, according to information from the Lebanese Ministry of Health, these strikes have caused numerous civilian casualties. This tragic toll and the trauma caused to the civilian population in Lebanon are unacceptable. The same goes for the injured, the damage and the constant fear that the firing of rockets generates among the Israeli population. I offer our most sincere condolences to all the families of the civilian victims of this conflict.

Added to this suffering is the fear of tens of thousands of inhabitants of southern Lebanon and the Bekaa who are fleeing, as well as displaced persons in Israel who are still unable to return home.

One point is absolutely clear: dialogue and de-escalation are the only ways to end this conflict. The current dynamic risks leading to the all-out war which all parties say they want to avoid. We therefore support all efforts to reach a diplomatic solution.

All parties must commit to the full implementation of Resolution 1701, which is recognized by all. This Council unanimously reaffirmed its support for this request a month ago. The resolution sets out a path for resolving the underlying causes of the conflict and enabling the populations of Lebanon and Israel to live in peace and security.

Switzerland therefore calls on Israel and Hezbollah to cease hostilities immediately.

International humanitarian law must be fully respected by all parties - in particular the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities, in all circumstances. Taking all possible precautions to protect civilians, including humanitarian and medical personnel, is an obligation under conventional and customary international humanitarian law. We also recall that attacks against civilians and essential civilian infrastructure may constitute war crimes. Accountability must be ensured.

We are outraged by the death of two employees of the United Nations High Commissioner for Refugees killed in southern Lebanon. Ensuring the protection of humanitarian workers, anchored in international humanitarian law and recalled in Resolution 2730 of this Council, is central and a point that Switzerland emphasized at a ministerial meeting this week.

The security of UNIFIL personnel is also central. This Force, to which Switzerland contributes through UNTSO, is currently carrying out its work in an extremely difficult environment. We welcome the efforts that UNIFIL and UNSCOL continue to make to reduce tensions and ensure liaison between the parties.

We must ensure that this conflict, like the one in Gaza - where we will not cease to insist on a ceasefire, as well as on the release of hostages and rapid, unhindered humanitarian access - comes to an immediate end. This Council must urgently contribute to a diplomatic solution, and speak with a united voice to avoid a regional conflagration that everyone wants to avoid, and for which the civilian population would pay a heavy price.

I thank you.